

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Médicaments : maintenir le cap fixé par le chef de l'État

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Dans l'entretien exclusif accordé à notre journal ("L'Union" du mercredi 16 octobre), le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a clairement rappelé la place prioritaire qu'occupe la santé dans son plan d'actions social. " La santé a toujours été pour moi une préoccupation, et vous avez raison de souligner que le gouvernement y consacre de nombreux moyens ", a relevé le numéro un gabonais.

À cet effet, la problématique des médicaments dont la carence se fait parfois ressentir au sein des structures hospitalières du pays vient d'être au centre des débats à Libreville la semaine écoulée. À la faveur de l'atelier de validation de la Liste nationale des médicaments et dispositifs médicaux essentiels (LNMDME), la Politique pharmaceutique nationale (PPN) et la Stratégie nationale d'approvisionnement en produits de santé (SNA). À la manœuvre de ces assises, les experts du médicament et les acteurs multi-sectoriels, qui ont procédé à l'analyse des documents sus-évoqués en l'espace de trois mois, entre avril et juin dernier. Aussi, pour maintenir le cap fixé par le chef de l'État, le ministre de la Santé s'est-il réjoui de l'efficacité et de l'efficacité démontrées par les professionnels enrôlés dans le cadre de ce pan important du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Et Max Limoukou, le ministre de la Santé de clôturer les débats en ces termes : " La disponibilité en médicaments essentiels de qualité constitue un des éléments clés pour la mise en œuvre d'une bonne politique de santé. "



Le ministre de la Santé, Max Limoukou, pour qui la dispensation des médicaments reste une priorité pour l'État.

Des laboratoires sans réactifs !

SCOM
Libreville/Gabon

La problématique liée à la dispensation des dispositifs médicaux est durement expérimentée en ce moment par Bruce-Lee Zue Nguema, notre

collègue actuellement en soins intensifs à l'Hôpital d'instruction des armées de Melan. En effet, depuis son internement en début de semaine, le staff médical rencontre d'énormes difficultés pour traiter efficacement le mal qui ronge l'agent de L'Union. Pis,

il ignore avec exactitude l'origine de cette pathologie.

Hier, l'hôpital spécialisé de Nkembo n'a pu analyser les prélèvements effectués sur le patient. Et pour cause, semble-t-il, les laboratoires seraient dépourvus de réactifs. Grâce à l'entregent

de la Direction du médicament et de la pharmacie (DMP), des nouveaux prélèvements devront être réalisés, très tôt ce matin, en vue de leur acheminement au Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel).

Maux et débat À la traîne

NOUS sommes de retour. Au moment où l'Église catholique célébrait son jubilé des 175 ans de présence au Gabon, son chef, le pape François désignait treize nouveaux cardinaux dont trois Africains. Mais aucun prélat gabonais promu à cette haute dignité.

Le temps de Dieu n'étant pas celui des hommes, et aussi les voies du Seigneur étant impénétrables (dixit Anatole France), la fille aînée de l'Église catholique en Afrique noire (selon Saint Jean-Paul II en 1982), doit encore prendre son mal en patience, en dépit de sa primauté, par le nombre de ses fidèles, sur le plan religieux dans notre pays. Mais cela n'empêche pas de s'interroger pourquoi elle est à la traîne alors même que ses "sœurs" des nations à minorité chrétienne parviennent à se hisser à cette haute dignité. Nos pasteurs ne sont-ils pas en harmonie avec la vision du successeur de Pierre qui prône " une église aussi ouverte et en dialogue qu'en lien avec la réalité "; laquelle vision aurait prévalu dans le choix des derniers cardinaux ? L'Église catholique du Gabon est-elle connectée à la réalité ? Les réponses divergent selon le côté où l'on se trouve. Toujours est-il qu'au-delà de leurs homélies, rarement ses pasteurs occupent l'espace public pour dénoncer certaines dérives, injustices et autres violations des droits de l'homme dans notre pays. Ce qui explique sans doute

pourquoi le président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), le cardinal Philippe Ouédraogo du Burkina Faso, a été la vedette lors de la messe de clôture du Jubilé des 175 ans de l'évangélisation du Gabon, le 29 septembre 2019 au Palais des sports de Libreville.

En effet, sans langue de bois et face aux représentants de l'Exécutif, du Parlement, de la justice et des religieux, il a dressé un véritable réquisitoire contre la mauvaise gestion de l'être humain chez nous. "À l'instar d'autres pays de la sous-région et de l'Afrique, le Gabon abonde en pétrole et en bien d'autres ressources naturelles, mais une proportion importante de la population est toujours scandaleusement maintenue dans la pauvreté. Or, l'inégalité, la pauvreté, l'injustice sont des signes non seulement d'un profond manque de fraternité, mais aussi de l'absence d'une culture de solidarité", a-t-il lancé, sous un tonnerre d'applaudissements. Avant d'inviter à intensifier les efforts en vue d'une solidarité " qui nous engage principalement à valoriser nos semblables et à respecter ce que chaque homme est en tant que personne humaine." Peut-on être plus clair ?

Par NIE-MUKENI